



MAIRIE
DE

SAINT-JEAN-DU-BRUEL

12230

ARRÊTE N° V 2026-04

**PORTANT RÉGLEMENTATION
DU STATIONNEMENT
ET DE CIRCULATION**

ROUTE DU BOIS DE L'ABBE

Nous, Claude VIDAL
Maire de SAINT JEAN DU BRUEL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 et suivants,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R411,

Vu les arrêtés interministériels du 22 octobre 1963 modifiés et du 24 novembre 1967 relatifs à la signalisation routière,

Vu la demande de l'entreprise SAS AMTP datant du 3 février 2026,

Considérant qu'il y a lieu de d'autoriser le stationnement de l'entreprise aux abords de la chaussée durant la période de travaux sur les réseaux d'eau et d'assainissement,

ARRETONS

ARTICLE 1 :

L'entreprise SAS AMTP est autorisée à stationner et à réaliser des travaux sur la route du bois de l'abbé au niveau des réseaux d'eau et d'assainissement. De fait, la circulation sera momentanément perturbée de 8h00 à 18h00 le mercredi 4 février 2026

- En cas d'intervention des secours, la route devra être réouverte.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera valable le mercredi 4 février 2026 de 8h00 à 18h00.

ARTICLE 3 : L'entreprise SAS AMTP se chargera de mettre en place les panneaux de signalisation (panneaux travaux..., balisage, ...). Elle devra également **assurer la sécurité de tous les usagers (véhicules et piétons, ...)**.

ARTICLE 4 : La chaussée et ses abords seront restitués en l'état conformément à l'existant.

ARTICLE 5 : La gêne occasionnée devra être réduite au maximum.

ARTICLE 6 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 7 : Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Maire de St Jean du Bruel sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint Jean du Bruel, le 3 février 2026.

Le présent arrêté peut faire l'objet
d'un recours pour excès de pouvoir
devant le tribunal administratif de Toulouse.
Dans un délai de deux mois
à compter de sa publication.

Le Maire,



Claude VIDAL